

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE  
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**  
Faculté de droit  
Université de Moncton, campus de Moncton

<p><b>RAPPORT ANNUEL</b> <b>au 30 avril 2019</b></p> <p><b>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</b></p>
---

*Téléphone* : 506-858-4145 *Courriel* : [cttj@umoncton.ca](mailto:cttj@umoncton.ca) *Site Web* : [www.cttj.ca](http://www.cttj.ca)

**1. BILAN**

*a) Objectifs fixés pour 2018-2019 et résultats obtenus*

**(i) Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.**

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de St-Boniface, nous avons poursuivi les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours dans le domaine de la **résolution extrajudiciaire des différends**. Nous avons en outre commencé les travaux terminologiques en matière de **violence familiale**, le nouveau domaine à l'étude. Ces travaux ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des organismes communautaires et des juristes du domaine, qui est affligé par une grande incertitude terminologique. L'organisme Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, qui mène la campagne « [Undroitdefamille.ca](http://Undroitdefamille.ca) », s'est jointe à notre Comité des utilisateurs, qui joue un rôle consultatif dans le processus de création et de normalisation du vocabulaire. Par ailleurs, à la fin 2018, nous avons conçu et mis en œuvre un **projet pilote de normalisation ponctuelle**, en vue de répondre aux besoins terminologiques ponctuels des utilisateurs, peu importe le domaine de droit visé. Ce projet, auquel la communauté juridique dans son ensemble a été invitée à participer, a jusqu'ici mis en cause près d'une centaine de termes dans divers domaines de droit. Le CTTJ mène ce projet et rédige les dossiers d'analyse. Le CTTJ coordonnait, en plus, tous les travaux décrits ci-dessus pour le réseau.
- Nous avons en outre poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ. Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS® du gouvernement fédéral.

**(ii) Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.**

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le

- Le Centre a collaboré avec le **Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé** dans l'organisation du **12<sup>e</sup> Institut d'été de jurilinguistique**. Sa directrice y a donné une présentation.

*b) Mandat du Centre*

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques et les échanges commerciaux.

*c) Ressources humaines et infrastructure*

**Karine McLaren**, trad. a., avocate, a occupé les fonctions de directrice du Centre et aussi de chercheuse et professeure à la Faculté de droit. **Cécile Bourque** était responsable des services administratifs. Avec le doyen de la Faculté, ils formaient le **comité de gestion**.

**Gérard Snow**, C.M., trad. a., avocat, occupait les fonctions de juriste-conseil et collaborait aux travaux de révision et de traduction. **Nadine Langis**, trad. a., était réviseure et juriste-conseil.

**Micheline Boudreau** était terminographe. **Denise Richard-LeBlanc**, trad. a. assurait la révision des décisions de justice avec la collaboration de Nadine Langis. **Marie-Claude Desrosiers** a été embauchée le 19 février 2019 à titre de traductrice-réviseure. **Catherine Boulet** assurait les services de lectrice-correctrice à contrat. Le secrétariat était assuré par **Debbie Maillet**.

Le CTTJ travaille en outre avec un réseau de jurilinguistes, qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes. Le Centre a travaillé à la formation continue de plusieurs pigistes cette année.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit.

*d) Activités de recherche et de développement*

**(i) Programmes et projets principaux de recherche et de développement**

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en en assurant la diffusion continue.

pancanadien de traduction de décisions judiciaires unilingues et le CTTJ a été chargé de mener ce projet à court préavis pour des raisons liées à la date de la fin de l'exercice financier du gouvernement fédéral. Le CTTJ a répondu à l'appel et, après avoir obtenu le financement additionnel nécessaire au cours du présent exercice, a compilé, en consultation avec l'ensemble de la communauté juridique canadienne (tribunaux, barreaux, avocats, facultés de droit), une liste initiale de décisions judiciaires unilingues méritant traduction dans l'autre langue officielle. Le CTTJ a depuis présenté une demande de financement pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet, qui vise la traduction et la publication de ces décisions au cours des quatre prochains exercices (300 000 \$ par exercice). Il est à noter que ce financement s'additionnera à la subvention que le CTTJ reçoit annuellement pour effectuer son programme d'activités lexicographiques usuel, qui se chiffre normalement autour de 200 000 \$ par année.

#### Révision/traduction des contenus pédagogiques créés par les membres du RNFJ

Par ailleurs, le RNFJ s'est penché cette année sur la planification du matériel technologique nécessaire pour le rayonnement des formations et des outils offerts par ses membres. Le rapport, rédigé par le Groupe des technologies de l'apprentissage de l'Université de Moncton (GTA), qui dresse un budget de près de 13 000 000 \$, a été présenté à Innovation, Sciences et Développement économique Canada en vue de l'obtention du financement nécessaire. Grâce aux interventions de la directrice au sein du RNFJ, il est envisagé que le CTTJ joue un rôle clé en assurant notamment la révision et/ou la traduction des contenus pédagogiques de tous les membres du RNFJ, ce qui nécessitera l'embauche et la formation de personnel.

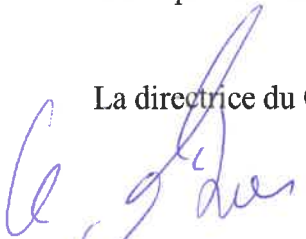
#### Projet de résumés d'arrêts

La directrice a entrepris des discussions avec la direction du Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé (Université McGill) concernant un projet de rédaction de résumés d'arrêts, comportant un volet common law et droit civil, la possibilité de financement d'un tel projet ayant été évoquée au cours de discussions avec l'équipe de Direction des langues officielles. Ce projet est susceptible d'interpeller, en plus du CTTJ, bon nombre de professeur(e)s en droit dans leurs domaines d'expertise particuliers.

#### **4. REMERCIEMENTS**

Nous remercions **l'Université** et **la Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique appliquée. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

La directrice du CTTJ,



Karine McLaren